

Pays andins et Cuba : brèves n°7 de la semaine du 20 au 26 octobre 2017
(Avec la contribution des Services économiques de la région)

BOLIVIE

La dette publique externe dépasse les 8,8 Mds USD en septembre. Le Ministère de l'Economie souligne que la dette publique externe représente 24% du PIB. Bien qu'en hausse de 19%, après une hausse de 9% en 2016, elle se situe toujours bien en-deçà de la limite fixée par la Communauté Andine (CAN) à 50%. Cette dette est détenue à 65% par les bailleurs multilatéraux, BID (26,5%) et CAF (25,5%) en tête, à 23% par des créanciers privés détenteurs des titres d'Etat (bons du Trésor), à 9% par des bailleurs bilatéraux (dont 80% de ces dettes par la Chine), et à 3% par le FMI. Cette hausse s'explique par des dépenses liées à plusieurs projets d'infrastructures et sanitaires.

COLOMBIE

La loi de finances 2018 a été approuvée par le Congrès le 18/10. Il s'agit du premier budget établi depuis la fin du conflit avec la guérilla des FARC, très attendu donc en matière d'investissements rural et social. Le gouvernement a présenté finalement un budget contraint, dans un contexte de ralentissement économique, en préservant les dépenses d'éducation, de santé et d'insertion sociale. Ainsi, les dépenses totales n'augmenteront que de 1%, s'élevant à 235,6 milliards de pesos (environ 70 Mds €) dont 16% pour l'éducation (1^{er} poste) et 13% pour la sécurité/défense. Les prévisions de recettes courantes sont stables et une recette supplémentaire de de près de 150 M€ est notamment prévue, en réduisant le capital du fond d'épargne national FNA. Enfin, la loi de finances repose sur des projections économiques relativement optimistes (prix du pétrole à 55 Usd, exportations + 7,7%, PIB + 3%, inflation 3,5%, taux de change pesos/USD à 3027) qui pourraient remettre en cause l'équilibre du budget.

Le déficit public rapporté au PIB devrait diminuer en 2018. L'objectif du gouvernement est de réduire le déficit à 3,1%, contre 3,6% en 2017 et 4% en 2016. Toutefois, les engagements de dépenses sont importants à moyen terme alors que la dette publique (44% du PIB) et le service de la dette (20% du budget) restent élevés.

CUBA

Le nombre de « travailleurs autonomes » atteint 578 000 à octobre 2017. Ces travailleurs (autoentrepreneurs sans existence juridique qui forment l'écrasante majorité du « secteur privé » cubain) représentent aujourd'hui **10%** de la population active cubaine. Sur ce total, environ **25%** sont eux-mêmes employés par des *cuentapropistas* sur l'Ile, principalement dans les secteurs de la **petite restauration** et des **transports**, et dont l'activité est permise par l'octroi de licences. Ces dernières s'élèvent à **67 874**, et concernent en premier lieu le secteur de la petite restauration, suivi des activités de location immobilière privée (Airbnb par exemple), des gérants de *casas particulares* ou encore des agents de télécommunications.

La Chine et Cuba viennent de signer des accords de coopération et collaborent en matière d'électronique et d'aquaculture. Dans le cadre de la multiplication des récents accords passés entre Cuba et la Chine, les deux pays viennent notamment de signer cinq nouveaux accords de coopération afin de participer à la reconstruction des zones touchées par l'ouragan Irma. Le Ministre cubain du Commerce Extérieur, Rodrigo Malmierca, et l'Ambassadeur de Chine à Cuba, Chen Xi, ont signé ce 25 octobre 2017 un accord d'aide humanitaire d'urgence s'élevant à **12 MUSD**. Cet accord marque aussi l'octroi d'une ligne de crédit chinois dans le cadre d'un projet de modernisation de l'**industrie électronique** cubaine. Ce type d'accord pourrait permettre de mener à bien notamment un projet d'installation de **panneaux photovoltaïques** dans la province de Pinar del Rio, au même titre qu'un projet d'assurance technique chinoise dans le domaine de l'**aquaculture**.

En ligne avec le développement de la collaboration bilatérale, en pleine expansion, la Chine est devenue en 2016 le premier partenaire de Cuba, avec un commerce bilatéral s'élevant à plus de **2 Mds USD**.

Cuba développe son portefeuille de projets d'investissements dans le cadre de la FIHAV 2017. A l'occasion de la tenue de la 35^{ème} Foire Internationale de La Havane, le Ministère du Commerce Extérieur et des Investissements Etrangers (Mincex) a fait savoir que plus de **400** projets seraient présentés pour accueillir des investissements étrangers, en phase avec les secteurs économiques prioritaires et le plan de développement prévu d'ici à 2030. Les secteurs suivants sont plus particulièrement représentés : industrie, agroalimentaire, tourisme, mines, biotechnologies, pétrole et énergies renouvelables. Le Mincex a une nouvelle fois précisé qu'il souhaitait attirer 2 Mds USD d'investissement directs étrangers par an afin de soutenir la croissance du pays.

EQUATEUR

Préparation du budget 2018. Le Ministère des finances a annoncé que le projet de budget pour l'année 2018, qui sera présenté en novembre à l'Assemblée Nationale, ne dépassera pas 36,8 Mds USD. Parmi les hypothèses de base retenues, le prix du baril du pétrole est fixé à 41,97 USD (soit une majoration de 0,28 USD par rapport au prix retenu pour 2017). Par ailleurs, l'amortissement de la dette publique sera de l'ordre de 7 Mds USD en 2018 et les besoins de financement seront de l'ordre de 10 Mds USD.

PEROU

La dé-dollarisation de l'économie se poursuit en 2017. Selon le dernier rapport de la Banque Centrale de Réserve (BCR), la dollarisation des liquidités de l'économie a atteint 33% en septembre 2017, en baisse de trois points par rapport à 2016. Les dépôts sont pour leur part libellés à 40% en dollars, contre 44% en septembre 2016. Ces chiffres s'inscrivent au sein d'un processus lent mais régulier de dé-dollarisation de l'économie : en 2003, le taux de dollarisation des liquidités et des dépôts s'élevaient respectivement à 64% et 75%.

Les exportations de services devraient s'accroître de 12% en 2017. D'après l'Institut d'Economie et de Développement des Entreprises (IEDEP) et la Chambre de Commerce de Lima (CCL), les exportations de services atteindraient 7 Mds USD en fin d'année, contre 6,3 Mds USD en 2016 soit une croissance de 12%. Ce dynamisme est porté par les secteurs du tourisme et du transport, qui capitalisent à eux deux 77% du volume exporté. Les exportations de services affichent une croissance annuelle moyenne de 5,1% sur les 5 dernières années.

VENEZUELA

Les raffineurs étrangers se plaignent d'une baisse de la qualité des cargaisons de brut vénézuélien. L'entreprise nationale pétrolière (PDVSA) est accusée par les raffineurs aux États-Unis, en Inde et en Chine, de fournir des cargaisons de pétrole à forte teneur en eau, en sel voire même en métaux ; éléments susceptibles d'endommager les raffineries. Au cours du 1^{er} semestre 2017, le raffineur américain PHILLIPS 66 a annulé 8 cargaisons de brut vénézuélien (4,4 millions de barils) pour un montant estimé à 200 MUSD. La détérioration de la qualité des cargaisons de pétrole vénézuélien s'est accélérée ces derniers mois à cause du manque de produits chimiques et d'équipements pour traiter et stocker correctement le pétrole.

La Deutsche Bank saisit 1,7 Md USD en or pour cause d'impayés. La Deutsche Bank avait accordé au Venezuela un prêt de 1,2 Md USD, garantie sur l'équivalent de 1,7 Md USD de réserves en or. N'ayant pas pu rembourser ce prêt, le Venezuela s'est fait saisir sa garantie en or, et ne recevra que le reliquat (entre 400 MUSD et 500 MUSD), une fois les frais de gestion retirés. Cette saisie diminuera les réserves en devises (10 Mds USD le 25 octobre 2017), détenues à 75% sous forme d'or.

Laurent CHARPIN
Chef du service économique de Bogotá